



*Département de la Haute-Loire*  
**COMMUNE D'ALLEGRE**

# **BUDGET PRIMITIF 2021**

**NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE**

**Mairie d'Allègre**

**4 rue Baptiste Marcet**

**43270 ALLEGRE**

**Tel : 04 71 00 71 21**

**Fax : 04 71 00 22 84**

**@ : [mairie.allegre@wanadoo.fr](mailto:mairie.allegre@wanadoo.fr)**

## **Sommaire**

|  |            |
|--|------------|
| <i>I. Le cadre général du budget</i>                           | <i>P 3</i> |
| <i>II. La section de fonctionnement</i>                        | <i>P 3</i> |
| <i>III. La section d'investissement</i>                        | <i>P 5</i> |
| <i>IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation</i> | <i>P 8</i> |

## I. Le cadre général du budget

---

### I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année **2021**. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. <sup>[SEP]</sup> Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2021 a été voté le 08/04/2021 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

## II. La section de fonctionnement

---

### *a) Généralités*

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des

prestations fournies à la population (loyers maison de santé, cantine, ...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2021 représentent **1 213 968.47€**.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les dépenses de fonctionnement 2021 représentent **1 213 968.47€**

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Les recettes de fonctionnement des communes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution, dotation globale de fonctionnement sur les trois dernières années :

| 2018     | 2019     | 2020     | 2021    |
|----------|----------|----------|---------|
| 147 335€ | 142 531€ | 136 946€ | 132 227 |

Il existe trois principaux types de recettes pour une commune :

- Les impôts locaux
- Les dotations versées par l'Etat
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population

*b) Les principales dépenses et recettes de la section:*

| Dépenses prévisionnelles                   | Montant             | Recettes prévisionnelles                    | Montant             |
|--|---------------------|---|---------------------|
| Virement à l'investissement                | <b>218 687.69</b>   | Excédent brut reporté                       | <b>285 283.72</b>   |
| Charges de personnel                       | <b>312 500.00</b>   | Impôts et taxes                             | <b>395 277.00</b>   |
| Charges de gestion courante                | <b>297 750.00</b>   | Dotations Etat                              | <b>280 602.00</b>   |
| Autres charges de gestion courante         | <b>137 200.00</b>   | Compensation aggro                          | <b>127 817.00</b>   |
| Intérêts de la dette                       | <b>19 500.00</b>    | Vente de produits, loyers                   | <b>96 200.00</b>    |
| Reversement à l'Etat                       | <b>11 000.00</b>    | Produits exceptionnels                      | <b>22 000.00</b>    |
| Dépenses imprévues et réserve              | <b>156 440.80</b>   | Rbt sur salaires                            | <b>6 000.00</b>     |
| Autres charges exceptionnelles             |                     |   |                     |
|  |                     |   |                     |
|  |                     |   |                     |
| <b>Total dépenses réelles</b>              | <b>1 153 078.49</b> | <b>Total recettes réelles</b>               | <b>1 213 179.72</b> |
|  |                     |   |                     |
| Charges (écritures d'ordre entre sections) | <b>60 889.98</b>    | Produits (écritures d'ordre entre sections) | <b>788.75</b>       |
| Virement à la section de fct               |                     |   |                     |
| <b>Total général</b>                       | <b>1 213 968.47</b> | <b>Total général</b>                        | <b>1 213 968.47</b> |

*c) La fiscalité*

Les taux des impôts locaux pour 2021 :

-concernant les ménages

. Taxe foncière sur le bâti : 37.17%

. Taxe foncière sur le non bâti : 78.66%

Le produit attendu de la fiscalité locale a été estimé à **358 742€**

#### *d) Les dotations de l'Etat*

Dotations de l'Etat prévisionnelles pour 2021 :

|                                    | 2021           |
|------------------------------------|----------------|
| Dotation globale de fonctionnement | 132 227        |
| Dotation de solidarité rurale      | 97 960         |
| Dotation de péréquation            | 0              |
| <b>Total</b>                       | <b>230 187</b> |

### **III. La section d'investissement**

#### *a) Généralités*

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'une école...).

#### *b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement*

| Dépenses                                   | Montant           | Recettes                                   | Montant           |
|--|-------------------|--|-------------------|
| Déficit d'investissement reporté           | <b>143 444.92</b> | Virement du fonctionnement                 | <b>218 687.69</b> |
| Tvx d'investissement                       | <b>284 100.00</b> | Affectation du résultat                    | <b>200 000.00</b> |
| Travaux entretien patrimoine               | <b>254 450.00</b> | Excédent d'investissement                  | <b>0.00</b>       |
| Dette moyen terme                          | <b>73 000.00</b>  | FCTVA                                      | <b>106 466.00</b> |
| Dette court terme                          | <b>3 250.00</b>   | Subventions travaux                        | <b>167 990.00</b> |
| Dépenses imprévues, réserve                | <b>0.00</b>       | Autres recettes, cession                   | <b>5 000.00</b>   |
|  |                   | Emprunt                                    | <b>0.00</b>       |
|  |                   |  |                   |
| Charges (écritures d'ordre entre sections) | <b>74 231.35</b>  | Produits (écritures d'ordre entre section) | <b>134 332.58</b> |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>832 476.27</b> | <b>TOTAL</b>                               | <b>832 476.27</b> |

c) Les principaux projets de 2021 sont les suivants

|  |        |               | DEPENSES      | RECETTES        |                             |
|--|--------|---------------|---------------|-----------------|-----------------------------|
|  | RAR    | PREVU         | TOTAL         |                 |                             |
| <b>Opérations</b>  |        |               |               |                 |                             |
| Etude CPER   | 62 071 | 1 929         | <b>64 000</b> | 40 785.00       | (Etat, Département)         |
| Parcours numérique et thématique (cpte 2051)                         | 0      | 4 800         | <b>4 800</b>  | 13 505.00       | (U.E Leader)+ CRCA          |
| Espaces publics tranche optionnelle                                  | 0      | 80 000        | <b>80 000</b> | 41 500.00       | (Etat 24%, Région 38%)      |
| Traversée Allègre (MOE)  | 582    | 46 718        | <b>47 300</b> |                 | (Etat, Région, Département) |
| Traversée Allègre (TVX)  |        | 50 000        | <b>50 000</b> |                 | (Etat, Région, Département) |
| Aide au ravalement des façades (cpte 20422)                          | 0      | 10 000        | <b>10 000</b> |                 | (Région)                    |
| Friche industrielle (1ère annuité EPF : 2021) (cpte 27638)           |        | 3 250         | <b>3 250</b>  |                 |                             |
| <i>Programme "Petites villes de demain" (fct)</i>                    |        | <i>10 000</i> | <i>10 000</i> |                 | <i>8750€ (75%+12.5%)</i>    |
| <b>Bâtiments</b>   |        |               |               |                 |                             |
| Désamiantage et démolition préfabriqué (foyer de ski)                |        | 24 000        | <b>24 000</b> | 12 600.00       | (Région 43%, Dépt 20%)      |
| <i>Ecole : sols, plomberie, peinture, électricité...(fct)</i>        |        | <i>54 200</i> | <i>54 200</i> | <i>40%</i>      | <i>(Département)</i>        |
| <i>Camping : CCPark (fct) loyer 10 805€/2 rec 13870€/2</i>           |        | <i>5 400</i>  | <i>5 400</i>  | <i>6 900.00</i> | <i>Ccpark</i>               |
| Autres bâtiments   |        | 3 000         | <b>3 000</b>  |                 |                             |
| Autres études  |        | 2 000         | <b>2 000</b>  |                 |                             |
| <b>Urbanisme-Voirie</b>  |        |               |               |                 |                             |
| Acquisition maison Niset   |        | 10 000        | <b>10 000</b> |                 |                             |
| Acquisition parcelle B-1558, 576m <sup>2</sup> (Enjolvin-Rechautier) |        | 800           | <b>800</b>    |                 |                             |
| Acquisition parcelles préemptées B-1142 et B-2450 Fonds de Breuil    |        | 2 180         | <b>2 180</b>  |                 |                             |
| Acquisition parcelle préemptée B-373 rue des Roudennes               |        | 620           | <b>620</b>    |                 |                             |
| Réparation de voirie 2021  |        | 33 600        | <b>33 600</b> |                 |                             |
| <i>emplois partiels (8T) (fct)</i>                                   |        | <i>14 000</i> | <i>14 000</i> |                 |                             |
| Piste forestière du Coudert du Balai                                 | 5 600  | 0             | <b>5 600</b>  | 3 594.00        | (U.E, Etat)                 |
| Plateformes forestières pied de Bar                                  | 44 800 | 0             | <b>44 800</b> | 29 857.00       | (U.E, Etat)                 |
| Réfection des allées du cimetière (3ème tranche)                     |        | 5 750         | <b>5 750</b>  |                 |                             |
| Eclairage public Chaduzias   | 9 500  | 700           | <b>10 200</b> |                 |                             |
| Telecom Chaduzias  | 11 900 | 0             | <b>11 900</b> |                 |                             |
| Eclairage public observatoire  |        | 2 200         | <b>2 200</b>  |                 |                             |
| Eclairage public chapelle/place Marchédial)                          |        | 22 500        | <b>22 500</b> |                 |                             |
| Autres voiries (238)   |        |               | <b>15 000</b> |                 |                             |
| Autres terrains  |        |               | <b>1 700</b>  |                 |                             |
| <b>Matériel et outillage de voirie</b>                               |        |               |               |                 |                             |
| Petit outillage (perforateur burineur, etc...)                       |        | 1 500         | <b>1 500</b>  |                 |                             |
| Autres matériel (panneaux...)  |        |               | <b>2 000</b>  |                 |                             |
| Camion   |        | 60 000        | <b>60 000</b> |                 |                             |
| <b>Autres</b>  |        |               |               |                 |                             |
| Renforcement Potence   |        | 5 500         | <b>5 500</b>  | 2 475.00        | (Etat45%)                   |
| Restauration vierge de Ravel   | 2 750  | 0             | <b>2 750</b>  | 1 834.00        | (Etat, Département)         |
| Cabane circulaire à Bauray   |        | 4 500         | <b>4 500</b>  |                 |                             |
| Mallette pédagogique RASED (Wisc)                                    |        | 2 100         | <b>2 100</b>  | 2 000.00        | (Département)               |
| Ordinateurs portables RASED  |        | 2 000         | <b>2 000</b>  |                 |                             |
| Meuble garderie école  |        | 350           | <b>350</b>    |                 |                             |
| Mobilier annexe Coccinelle   |        | 2 000         | <b>2 000</b>  |                 |                             |
| Mobilier école et RASED  |        | 5 400         | <b>5 400</b>  | 40%             | (Département)               |
| Autres (..)  |        |               | <b>4 000</b>  |                 |                             |

*d) Les subventions d'investissements prévues*

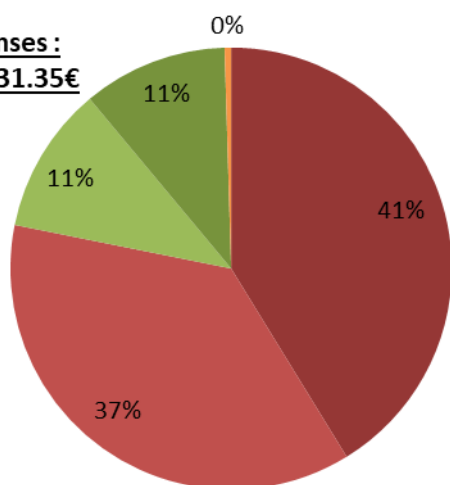
Subventions opérations : 167 990€

- • Etude CPER : 40 785 (Etat, Département)
- Parcours numérique : 13 505€ (U.E, CRCA)
- Aménagement haut Marchédial : 41 500€ (Etat 24%, Région 38%)
- Préfabriqué : 12 600€ (Région 43%, Département 20%)
- Ecole : 19 840€ (Département)
- Rased : 2 000€ (Département)
- PF du Coudert du Balai : 3 594€ (U.E Feader)
- PF plateformes pied de Bar : 29 857€ (U.E Feader)
- Vierge de Ravel : 1 834€ (Etat, Département)
- Potence : 2 475€ (Etat)

#### IV. Les données synthétiques du budget primitif 2021 – Récapitulatif

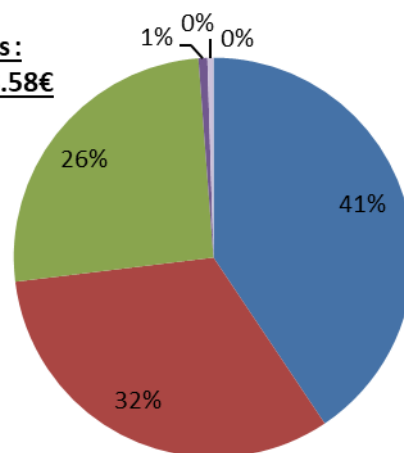
### INVESTISSEMENT

**Dépenses :**  
**689 031.35€**



- Txv d'investissement (284 100€)
- Txv entretien patrimoine (254 450€)
- opérations d'ordre (74 231.35€)
- dette moyen terme (73 000€)
- dette court terme (3 250€)

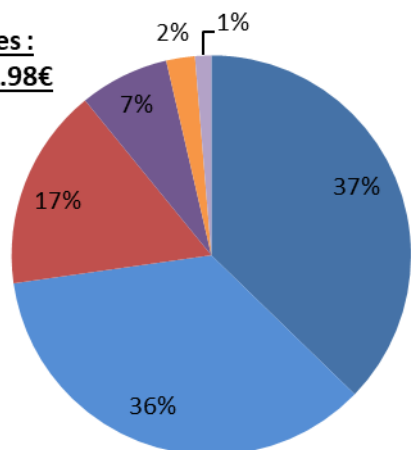
**Recettes :**  
**413 788.58€**



- subventions travaux (167 990€)
- opérations d'ordre (134 332.58€)
- FCTVA (106 466€)
- taxe d'aménagt, autres taxes (3 000€)
- cession (2 000€)
- emprunt et cautionnement (0€)

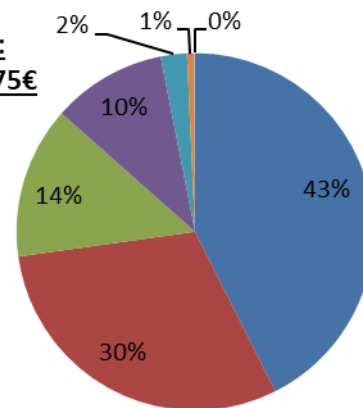
### FONCTIONNEMENT

**Dépenses :**  
**838 839.98€**



- charges de personnel, charges sociales (312 500€)
- charges de gestion courante (297 750€)
- autres charges de gestion courante (137 200€)
- opérations d'ordre (60 889.98€)
- rbt intérêts de la dette (19 500€)
- versement à l'Etat (11 000€)

**Recettes :**  
**928 684,75€**



- impôts et taxes (395 277€)
- dotations Etat (280 602€)
- compensation agglo (127 817€)
- vente de produits, loyers (96 200€)
- produits exceptionnels (22 000€)
- rbt sur salaires (6 000€)
- opérations d'ordre (788.75€)



### *a) Capacité d'autofinancement (CAF)*

Estimation CAF brute = (recettes réelles fct – dépenses réelles fct) = 149 946€

Estimation CAF nette = (CAF brute – annuité dette en capital) = 76 946€

la CAF nette permet de réaliser des investissements nouveaux

### *b) Etat de la dette*

| <b>Exercice</b> | <b>Annuité</b>     | <b>Intérêts</b>    | <b>Capital</b>     | <b>Capital restant dû au 01/01</b> |
|-----------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------------------------|
| 2010            | 76 318,11 €        | 13 115,06 €        | 63 203,05 €        | 482 220,01 €                       |
| 2011            | 90 747,90 €        | 19 025,77 €        | 71 722,13 €        | 419 016,95 €                       |
| 2012            | 137 941,49 €       | 22 288,31 €        | 115 653,18 €       | 897 294,81 €                       |
| 2013            | 243 614,63 €       | 19 383,20 €        | 224 231,43 €       | 864 641,63 €                       |
| 2014            | 246 327,63 €       | 39 845,74 €        | 206 481,89 €       | 1 526 010,20 €                     |
| 2015            | 312 898,83 €       | 35 995,61 €        | 276 903,22 €       | 1 319 528,31 €                     |
| 2016            | 156 758,76 €       | 29 540,79 €        | 127 217,97 €       | 1 042 625,09 €                     |
| 2017            | 123 702,38 €       | 26 594,73 €        | 97 107,65 €        | 915 407,11 €                       |
| 2018            | 109 828,40 €       | 24 991,37 €        | 84 837,03 €        | 818 299,46 €                       |
| 2019            | 103 207,17 €       | 26 451,94 €        | 76 755,23 €        | 973 462,43 €                       |
| 2020            | 92 081,52 €        | 21 861,74 €        | 70 219,78 €        | 896 707,20 €                       |
| <b>2021</b>     | <b>89 989,12 €</b> | <b>18 744,90 €</b> | <b>71 244,22 €</b> | <b>838 569,68 €</b>                |
| 2022            | 88 660,68 €        | 17 187,68 €        | 71 473,00 €        | 767 325,46 €                       |
| 2023            | 87 332,27 €        | 15 627,89 €        | 71 704,38 €        | 695 852,46 €                       |
| 2024            | 86 007,64 €        | 14 069,22 €        | 71 938,42 €        | 624 148,08 €                       |
| 2025            | 84 675,41 €        | 12 500,25 €        | 72 175,16 €        | 552 209,66 €                       |
| 2026            | 83 346,99 €        | 10 932,41 €        | 72 414,58 €        | 480 034,50 €                       |
| 2027            | 82 018,56 €        | 9 361,81 €         | 72 656,75 €        | 407 619,92 €                       |
| 2028            | 75 258,99 €        | 7 790,22 €         | 67 468,77 €        | 334 963,17 €                       |
| 2029            | 57 629,60 €        | 6 367,56 €         | 51 262,04 €        | 267 494,40 €                       |
| 2030            | 56 301,17 €        | 5 039,13 €         | 51 262,04 €        | 216 232,35 €                       |
| 2031            | 46 984,27 €        | 3 722,23 €         | 43 262,04 €        | 164 970,31 €                       |
| 2032            | 37 806,33 €        | 2 544,29 €         | 35 262,04 €        | 121 708,27 €                       |
| 2033            | 30 847,03 €        | 1 400,80 €         | 29 446,23 €        | 86 446,23 €                        |
| 2034            | 12 850,50 €        | 850,50 €           | 12 000,00 €        | 57 000,00 €                        |
| 2035            | 12 656,10 €        | 656,10 €           | 12 000,00 €        | 45 000,00 €                        |
| 2036            | 12 461,70 €        | 461,70 €           | 12 000,00 €        | 33 000,00 €                        |
| 2037            | 12 267,30 €        | 267,30 €           | 12 000,00 €        | 21 000,00 €                        |
| 2038            | 9 072,90 €         | 72,90 €            | 9 000,00 €         | 9 000,00 €                         |

*c) principaux ratios*

La commune compte 902 habitants

**Taux d'endettement par habitant** au 01/01/2021 : 838 569.68€ / 902hab = **927€**

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à ALLEGRE, le 08/04/2021  
Le Maire,  
Meyssonier Gilbert